

Pouvoir d'emprunt—Loi

Je vois que vous me faites signe, monsieur le Président, et je vais me rasseoir sans tarder. Il vaut la peine de noter que, depuis quatre ans, les États-Unis ont fait tout leur possible pour se sortir de leur dette. C'est un des principaux points débattus dans la campagne qui se déroule actuellement. En somme, il faut que le gouvernement contrôle sa propre dette. Il doit réduire ses emprunts ou bien la catastrophe guette les générations futures de cette terre bénie qui ne mérite pas un tel sort.

M. Ferguson: Monsieur le Président, au début de son discours, j'ai écouté avec étonnement le député de Crowfoot (M. Malone) affirmer que nous ne manquons de presque rien. C'est ce qu'il a dit. Je suis d'accord avec lui: notre pays a un bel avenir, des richesses humaines et naturelles en abondance, un bon gouvernement, d'excellents programmes sociaux et une sécurité sociale mis en place par un gouvernement libéral. Pendant la récession, notre système de sécurité sociale prévu pour les temps difficiles nous a bien servi. Jusqu'à présent, il a contribué à créer 424,000 emplois.

Le député pourrait-il nous expliquer pourquoi, au cours des deux années qui ont précédé le gouvernement Diefenbaker, la proportion de la dette par rapport au PNB était de 2 p. 100 inférieure à celle des années conservatrices, pour diminuer ensuite rapidement vers la fin des années 60? Cette année encore, la proportion n'est que de 1 p. 100 plus élevée qu'à la fin des années 50 et au début des années 60.

M. Malone: Monsieur le Président, ce qui s'est passé hier et les gouvernements d'autrefois n'ont pas d'importance. Ce qui compte, c'est la façon dont nous gérons l'économie et dont nous créons de l'emploi. À l'exception de la grande crise des années 30, quels que soient les faits que pourrait invoquer le député, il n'est jamais arrivé que le taux de chômage soit aussi élevé qu'il l'est aujourd'hui. La situation de l'emploi s'améliorera quand le secteur privé commencera à créer des emplois durables. Cela se produira seulement quand le gouvernement cessera de s'ingérer dans le secteur privé, quand Revenu Canada inspirera confiance, quand les emprunts gouvernementaux sur les marchés internationaux cesseront d'être exorbitants et de pousser à la hausse les taux d'intérêt, ce qui fait obstacle aux investissements privés et nuit à la création d'emplois au Canada.

Je connais le député de l'excellente circonscription de Lambton-Middlesex (M. Ferguson). Je crois qu'il serait l'un des premiers à admettre privément qu'il est grand temps que nous commencions à encourager l'efficacité et les emplois permanents en stimulant le secteur privé. Pour cela, il faudra que le Canada tourne le dos au passé et applique une politique qui reconnaisse le rôle moteur du secteur privé dans notre économie et qui vise à nous rendre plus forts et à assurer notre indépendance économique vis-à-vis de tous les autres pays. Tant que nous ne mettrons pas en œuvre une telle politique, nous ne serons jamais un pays de premier plan, comme le Japon et d'autres pays.

M. Taylor: Monsieur le Président, j'aimerais faire une observation et poser ensuite une question à mon honorable ami et collègue. Le député a dit que pour rembourser les milliards de dollars que nous empruntons, nous devons prendre un dollar sur trois que nous percevons en impôt. Voilà une excellente façon d'exprimer la situation. À cause de cela, nous ne sommes pas en mesure d'offrir certains programmes. Nous ne sommes pas en mesure d'offrir des moyens de subsistance convenables

aux femmes âgées de 50 à 65 ans et les laissons vivre de l'assistance sociale. Non seulement le déficit nous empêche d'offrir certains programmes, mais il oblige le gouvernement à prendre certaines mesures.

Je veux attirer plus particulièrement l'attention sur l'excellente voie ferrée reliant Dinosaur et Stetler et desservant un grand nombre d'agriculteurs dans une région qui se prête merveilleusement bien à la culture des céréales et à l'élevage des bovins. Il est maintenant question d'abandonner cet embranchement et d'imposer aux agriculteurs les fortes dépenses que leur demandera le transport de leurs produits sur de plus longs parcours. Cette mesure ruinera les rêves qu'ils formaient pour l'avenir.

Si nous pouvions nous passer de ces emprunts et vivre selon nos moyens, le député pense-t-il que nous aurions à abandonner d'excellents embranchements comme celui qui relie Dinosaur et Stetler?

M. Malone: Monsieur le Président, j'irais encore plus loin que mon honorable ami et voisin, le député de Bow River (M. Taylor). Je dirais que cette voie devrait demeurer en exploitation entre Dinosaur et Fertile Junction. Il faudrait conserver cette ligne de 108 milles qui traverse 10 localités très florissantes. Son abandon aurait pour effet de faire diminuer le revenu net de plus de 1,000 titulaires de permis établis le long de la voie ferrée, et leur capacité de payer des impôts s'en verrait réduite d'autant. Cette mesure fera augmenter leurs dépenses car il leur faudra transporter leurs produits sur de plus longues distances atteignant dans certains cas jusqu'à 50 ou 55 milles des points les plus centraux. Lorsque les revenus nets diminuent et que le gouvernement du Canada perçoit moins de recettes fiscales, ce dernier a instinctivement tendance à emprunter davantage. Cela devient un cercle vicieux.

Il est évident qu'un embranchement doit subsister pour de bonnes raisons. On s'est livré dans les Prairies à une rationalisation du réseau ferroviaire qui a touché beaucoup de vieux embranchements. Je ne m'y oppose pas. Mais on a supprimé dans ma circonscription plus d'embranchements et plus de milles de voie ferrée que dans n'importe quelle autre circonscription des Prairies. Tout indique que ce chemin de fer commencera à être rentable à partir de 1985, compte tenu du nouveau tarif et des nouvelles cultures de céréales dont la production a augmenté au rythme de 40 p. 100 ces cinq dernières années. La hausse va doubler dans les prochains cinq ans en raison surtout de la mise en valeur des sols solonchiques. Des documents provenant de spécialistes en la matière montrent sans l'ombre d'un doute que le chemin de fer va devenir rentable et le demeurer. À ce stade il rapportera de l'argent au gouvernement qui aura alors moins besoin d'emprunter. Il s'agit d'une idée excellente du député de Bow River que je remercie.

• (1600)

M. Parent: Monsieur le Président, j'ai peut-être mal compris ce que le député voulait dire. Nous débattons actuellement un principe. Il me semble l'avoir entendu dire que le gouvernement devait laisser les chefs d'entreprises faire leur travail qui consiste entre autres à créer des emplois. Qu'en est-il des déductions pour amortissement qui sont consenties aux petites et aux grosses entreprises? Supprimerait-il du même coup ces subventions, pour ainsi dire, du gouvernement aux entreprises?